



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°AP- BFC-2024-10-18-00003

constatant pour 2025 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes en dépassement duquel le tarif de la taxe générale sur les activités polluantes prévu au a du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majoré

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Vu l'objectif fixé au 7° du I de l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

Vu l'article 266 nonies du code des douanes, dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2025, notamment le 1° du b bis du A du 1;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 39 prévoyant qu'en cas de vacance momentanée du poste de préfet de région, le préfet du rang le plus élevé en fonction dans la région assure l'intérim ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Serge CASTEL, Préfet du Jura ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 2024 portant cessation de fonctions du préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, Monsieur Franck ROBINE, à compter du 21 septembre 2024 ;

Vu l'arrêté n° 24-264 BAG du 02 octobre 2024 portant délégation de signature à Madame Anne COSTE DE CHAMPERON, Secrétaire générale pour les affaires régionales de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET – ICI 2050) de Bourgogne Franche-Comté approuvé en septembre 2020 ;

Vu l'arrêté modifié PREF/D2/I/2008 n°2239 du 28/08/2008 du préfet du département de la Haute-Saône autorisant l'ISDND SUEZ CENTRE EST (ex SITA) à Faverney ;

Vu l'arrêté du 12/04/2016 du préfet du département du Doubs autorisant l'ISDND SUEZ RV CENTRE EST (ex SITA) à Fontaine les Clerval ;

Vu l'arrêté n°1036-69-2006 du 15/06/2006 du préfet du département du Jura autorisant l'ISDND SYDOM JURA à Courlaoux ;

Vu l'arrêté n°465 du 03/07/2019 du préfet du département de la Côte-d'Or autorisant l'ISDND SARPI MINERAL France à Drambon ;

Vu l'arrêté n°2007-P-1778 du 30/03/2007 du préfet du département de la Nièvre autorisant l'ISDND TERRALIA à La Fermeté ;

Vu l'arrêté DCL-BENV-2024-022-3 du 22/01/2024 du préfet du département de Saône-et-Loire autorisant l'ISDND VALBARA VALEST à Granges ;

Vu l'arrêté DCL-BRENV-2023-114-2 du 24/04/2023 du préfet du département de la Saône-et-Loire autorisant l'ISDND du Syndicat Mixte d'Etudes et de Traitement des déchets ménagers (SMET NE 71) à Chagny ;

Vu l'arrêté PREF-DCPP-2011-0473 du 29/12/2011 du préfet du département de l'Yonne autorisant l'ISDND COVED (ex PAPREC) à Champigny sur Yonne ;

Vu l'arrêté PREF-SAPPIE-BE-2024-0024 du 25/01/2024 du préfet du département de l'Yonne autorisant l'ISDND COVED Environnement à Saint Florentin ;

Vu l'arrêté PREF-SAPPIE-BE-2021-0039 du 01/03/2021 du préfet du département de l'Yonne autorisant l'ISDND SUEZ RV CENTRE EST à Sauvigny le Bois et Magny ;

Vu l'arrêté PREF-DCDD-2006-497 du 30/10/2006 du préfet du département de l'Yonne autorisant l'ISDND de la COMMUNAUTE DE COMMUNE DE PUISAYE FORTERRE à Ronchères et Saint-Fargeau ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – CALCUL DU COEFFICIENT RÉGIONAL POUR 2025

Pour l'application du 1^o du b bis du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé, le SRADDET fixe conformément au 7^o du I de l'article L. 541-1 susvisé un objectif de réduction de 50% entre 2010 et 2025 des quantités enfouies, sans déterminer un seuil annuel pour chaque installation de stockage de déchets non dangereux et non inertes autorisée dans la région.

Pour l'application du 2^o du b bis du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé, le coefficient régional prévu au troisième alinéa de ce 2^o est égal en 2025 au quotient suivant :

Moitié de la masse de déchets effectivement stockée en 2010 sur le territoire
de la région Bourgogne Franche-Comté

C =
$$\frac{\text{Masse totale de stockage autorisée pour 2025 dans les installations de stockage
des déchets non dangereux et non inertes de la région Bourgogne Franche-Comté}}$$

C =
$$\frac{424\,700}{683\,700}$$

C ≈ 0,6212

ARTICLE 2 - CALCUL DU SEUIL REGIONAL APPLICABLE EN 2025 POUR CHAQUE INSTALLATION

Le seuil de déchets réceptionnés par chaque installation de stockage de déchets non dangereux et non inertes autorisée dans la région en dépassement duquel s'applique la majoration prévue au deuxième alinéa du a du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé est égal en 2025, pour chacune de ces installations, au produit suivant :

Nom ISDND	Département	Capacité de stockage autorisée par AP (en tonnes)	Seuil de tonnage à partir duquel s'applique la TGAP majorée, dit « seuil -50% »
SUEZ RY CENTRE EST (Faverney)	70	75 000	46 590
SUEZ RY CENTRE EST (Fontaine les C)	25	85 000	52 802
SYDOM JURA (Courlaoux)	39	26 700	16 586
SARPI MINERAL FRANCE (Drambon)	21	109 000	67 711
TERRALIA (La Fermeté)	58	50 000	31 060
VALEST VALBARA (Granges)	71	130 000	80 756
SMET NE 71 (Chagny)	71	30 000	18 636
COVED – PAPREC (Champigny)	89	50 000	31 060
COVED Environnement (Saint Florentin)	89	50 000	31 060
SUEZ RY CENTRE EST (Sauvigny le Bois et Magny)	89	63 000	39 136
COMCOM PUISAYE FORTERRE (Ronchères et St Fargeau)	89	15 000	9 318
TOTAL		683 700	424 714

ARTICLE 3 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent arrêté entre en vigueur le **1^{er} janvier 2025**. La majoration prévue au deuxième alinéa du a du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé s'applique aux déchets réceptionnés par chacune des installations mentionnées à l'article 2 à compter du dépassement du seuil constaté au même article et jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux exploitants des installations mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 5 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

La secrétaire générale pour les affaires régionales, la directrice régionale des finances publiques, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'aux :

- Messieurs les préfets de département de Bourgogne-Franche-Comté ;
- Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté ;
- Conseils Municipaux des communes suivantes :
 - Faverney,
 - Fontaine-lès-Clerval,
 - Courlaoux,
 - Drambon,
 - La Fermeté,
 - Granges,
 - Chagny,
 - Champigny,
 - Saint-Florentin,
 - Sauvigny-le-Bois,
 - Magny,
 - Ronchères,
 - Saint-Fargeau.

Pour le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté et par délégation
La Secrétaire générale
pour les affaires régionales
Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté

Fait à Dijon, le 18 OCT. 2024

Anna COSTE de CHAMPERON